

LAKSACI L'A LAISSÉ ENTENDRE HIER

Vers une augmentation de l'allocation voyage

Le gouverneur général de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, a annoncé hier qu'un nouveau règlement a été élaboré par ses services en vue d'encourager la création des bureaux de change visant à absorber les devises circulant dans le marché informel.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Le Conseil de la monnaie et du crédit a finalisé, le 6 mars en cours, un nouveau règlement portant élargissement du change manuel de manière à expliciter les conditions d'éligibilité des personnes physiques ou morales pouvant ouvrir des bureaux de change en Algérie», a indiqué Laksaci lors d'une séance plénière à l'APN portant débat sur le rapport sur les évolutions économiques et monétaires pour 2014 et les neuf premiers mois de 2015.

Selon Laksaci, sur 46 bureaux de change agréés depuis 1997, seulement six sont opérationnels aujourd'hui. Il explique cette «timidité» pour l'ouverture de bureaux de change par la faible offre des devises et aussi par la faible rémunération offerte à ces bureaux.

Pour y remédier, une nouvelle instruction de la Banque d'Algérie devra augmenter la marge bénéficiaire de ces bureaux, fixée depuis 1997 à 1%. «Une instruction, qui va paraître juste après la publication du nouveau règlement au Journal officiel, va augmenter la marge bénéficiaire des bureaux de change pour rendre cette activité plus attractive», a-t-il énoncé.

La BA a donné 46 agréments pour l'ouverture de bureaux de change, mais six bureaux de change seulement ont été créés, a rappelé Laksaci, ajoutant que ses services ont retiré 13 agréments sur la demande des bénéficiaires.

27 autres agréments ont été annulés en raison du fait que leurs propriétaires n'ont pas créé les bureaux de change, note encore Laksaci.

Le gouverneur de la BA a également annoncé que son institution se penche sur l'augmentation de l'allocation voyage, études ou

soins à l'étranger, de telle sorte à contenter les ménages mais sans permettre des répercussions négatives sur la balance des paiements. Laksaci a reconnu que les plafonds fixés pour le droit de change pour le voyage à l'étranger sont faibles actuellement, soit de l'ordre de 15 000 DA. Un seuil qui n'a pas changé depuis près de 20 ans.

Aucune demande pour l'ouverture de bureaux bancaires à l'étranger

Par ailleurs, Laksaci a déclaré que jusqu'à aujourd'hui, la Banque d'Algérie n'a été destinataire d'aucune demande de la part des banques pour l'ouverture de

bureaux bancaires à l'étranger. «Il n'y a pas eu une seule demande en la matière», a souligné Laksaci qui se dit optimiste quant au fait que les banques s'adresseront à son institution en vue d'ouvrir des bureaux à l'étranger, tout en promettant d'étudier les dossiers «avec sérénité».

Le premier responsable de la BA a, en outre, annoncé 32 contrôles sur place ayant touché l'ensemble des banques et établissements financiers.

«Il n'y a pas une seule banque de la place qui peut dire qu'elle n'a pas été visitée ou contrôlée, ou qui se plaint de trop de contrôle de la Banque d'Algérie», a ainsi souligné Laksaci qui ajoute que ses services mettent beaucoup de ressources dans le contrôle des banques.

«Les experts internationaux nous reprochent souvent d'être trop présents, parce que tout sim-



Photo : NewPress

Mohamed Laksaci, gouverneur général de la Banque d'Algérie.

plement le contrôle interne dont les textes réglementaires remontent à 2002, n'est pas effectivement pris en charge au niveau des banques», signale-t-il.

«Le contrôle (sur pièce) est permanent. La BA reçoit régulièrement des reportings et lorsqu'on reçoit y compris un écrit de la part d'un opérateur ou d'un citoyen

nous faisons le contrôle. Plus que cela, quand on reçoit une lettre d'un opérateur ou un citoyen qui se plaint d'une banque, on transfère le dossier vers la commission bancaire qui donnera suite dans le cadre de la loi et cela peut mener à des sanctions», a affirmé Laksaci.

Y. D.

IMMOBILIER

80% des transactions échappent au réseau formel

Le président de la Fédération nationale des agents immobiliers ne tergiverse pas quand il considère que la loi 05-01 du 6 février 2005 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme mènera directement à la «faillite» des opérateurs immobiliers, «faute de volonté politique».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour Abdelhakim Aouidet, qui intervenait, hier, à l'occasion d'une journée d'étude sur le rôle des métiers de l'immobilier dans la lutte anti-blanchiment de capitaux et financement du terrorisme, ce risque serait grand si la volonté politique venait à faire défaut, quant à faire participer les professionnels du marché de l'immobilier est une «source de blanchiment d'argent». En ce sens, a-t-il expliqué, qu'il est grandement mar-

qué du sceau de «l'informel» puisque, «plus de 80% des transactions immobilières échappent au réseau formel».

Et pour lutter contre ces pratiques en assurant une traçabilité des contrats et, ainsi, venir à bout, entre autres, de l'évasion fiscale, les sous-déclarations, il faudra cette volonté politique qui fait actuellement défaut. Car, aussi parfait soit le cadre juridique avec ladite loi 05-01 du 6 février 2005 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui a permis au pays de quitter en 2015 la black-liste du Gafi, il n'en demeure pas moins que c'est sur l'efficacité de sa mise en œuvre que le pays sera jugé, comme l'a souligné Lotfi Ramdani, directeur du site immobilier Lkeria.com.

Pour cet ancien inspecteur de la Banque d'Algérie, les professionnels immobiliers, qui constituent le premier rempart de lutte contre le

blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, doivent se soumettre à certaines dispositions de ladite loi 05-01 du 6 février 2005 dont «l'obligation de déclaration de soupçon à la cellule de traitement du renseignement financier, de connaître leur clientèle, d'informer et de former leur personnel et de filtrer leur clientèle en se basant sur la liste des terroristes établie par les Nations-Unies.

Une obligation à laquelle les opérateurs immobiliers sont rares à se soumettre, du fait de nombre de contraintes dont son caractère confidentiel devant être déposé auprès de la CTRF à Alger.

Il y a également la problématique des moyens importants à mobiliser par certaines catégories d'assujettis pour satisfaire à ces obligations, ce dont ne souffrent pas les banques et autres institutions financières.

M. K.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'Algérie aura son premier produit biotechnologique d'ici à 2030

L'Algérie, qui compte devenir un pôle en biotechnologie d'ici 2020, ambitionne de réaliser son premier produit innovant d'ici 2030. Un projet qui sera élaboré en partenariat avec les Américains. L'échéancier pour la mise en place d'un environnement favorable pour cette industrie a été fixé entre 2016 et 2020. Ce futur pôle biotechnologique sera le 4^e au niveau mondial, après celui de Boston, d'Irlande et de Singapour.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le projet est très ambitieux. Mais il semble réalisable de l'avis des acteurs dans l'industrie pharmaceutique. L'Algérie, une destination de recherche et de développement dans la biopharmaceutique ? Les acteurs qui se sont lancés dans ce projet et réunis au sein de l'association algérienne des laboratoires pharmaceutiques innovants n'ont aucun doute.

Pour ce faire, une feuille de route a été tracée pour 2016 à 2020 afin de mettre en place un

environnement favorable pour cette industrie. Il s'agit de mettre en place un programme de formation, la création d'un référentiel algérien, la formation dans les principales fonctions de l'industrie biotechnologique, la formation d'experts auditeurs capables d'accompagner la mise aux normes pour faire de l'Algérie un pôle en biopharmaceutique, la formation des formateurs, des textes réglementaires...

Au-delà de 2020, «nous allons commencer le vrai travail cette année pour permettre à l'Algérie



Photo : DR

Objectif, faire de l'Algérie un pôle en biopharmacie.

d'avoir sa propre activité en biotechnologie en 2030», a souligné Ismael Chikhoun, président du conseil d'affaires algéro-américain.

Les Algériens, promet le ministère de la Santé, auront un accès

aux produits innovants et à des traitements de pointes. Le projet qui sera réalisé en partenariat avec les Américains a vu le jour en juin 2014 avec la signature d'un mémorandum entre les deux parties.

Selon l'ambassadrice des États-Unis en Algérie, ce projet va générer plus de 12 milliards de dollars d'investissements directs. 48 projets américains sont en cours de réalisation en Algérie, dit-elle dont 9 dans le pharmaceutique. De son côté, Ali Haddad, chef du forum des chefs d'entreprises, invite les Américains à investir davantage en Algérie.

Les échanges entre les deux pays, dit-il, ont diminué de moitié entre 2010 et 2014 allant de 15,9 milliards de dollars à 7,6 milliards de dollars. Le nombre de sociétés américaines installées en Algérie a aussi baissé de 69 en 2013 à 59 en 2014.

Selon Haddad, une entreprise étrangère sur 100 installées en Algérie est américaine. «Nous voulons des relations économiques d'exception», a-t-il souhaité.

S. A.